



## ASSISTANCE À L'OFFICE CANTONAL DE L'INSPECTION ET DES RELATIONS DU TRAVAIL, AU CONSEIL DE SURVEILLANCE DU MARCHÉ DE L'EMPLOI ET AUX COMMISSIONS PARITAIRES

<b>Type</b> : ordre de service	<b>No</b> : OS PRS.13.04
<b>Domaine</b> : procédures de service	
<b>Rédaction</b> : GEND - UPROX	<b>Validation</b> : CDT
<b>Entrée en vigueur</b> : 07.09.1946	<b>Mise à jour</b> : 16.02.2024

### Objectif(s)

Cette directive a pour objectif de définir le cadre et les procédures lors de l'assistance de la police à l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail, au conseil de surveillance du marché de l'emploi et aux commissions paritaires.

### Champ d'application

- Ensemble des directions et services de la police.

### Documents de référence

- Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (ci-après : LEI) RS 142.20.

### Directives de police liées

- N.A.

### Autorités et fonctions citées

- N.A.

### Entités citées et abréviations

- Office cantonal de l'inspection et des relations du travail (ci-après : OCIRT).
- Conseil de surveillance du marché de l'emploi (ci-après : CSME).
- Commissions paritaires.
- Service de gestion documentaire des affaires de police (ci-après : SGAP).

### Mots-clés

- OCIRT.
- Assistance.
- Travail.
- Emploi.

### Annexes

- N.A.

## **1. GÉNÉRALITÉS**

Lors de leurs contrôles sur les chantiers ou sur tout autre lieu de travail, l'OCIRT, le CSME ou les commissions paritaires compétentes, peuvent requérir la police pour assister, encadrer et sécuriser les contrôleurs dans le cadre de leur fonction.

Les procédures décrites dans cette directive ne concernent pas les cas où la police agit sur initiative ou sur réquisition d'une autre instance que l'OCIRT, le CSME ou les commissions paritaires.

## **2. PROCÉDURES**

### **2.1. Sécurisation et encadrement**

Lors d'une mission de pure sécurisation et d'encadrement des contrôleurs de l'OCIRT, du CSME ou des commissions paritaires, la police ne procède pas aux constatations ou à des contrôles, sauf si elle assiste à des infractions pénales (agressions envers les contrôleurs ou les policiers, etc).

En cas d'infraction pénale constatée, la police effectue les contrôles, les constatations et assure le suivi judiciaire des personnes impliquées.

### **2.2. Constatations et contrôles**

Lorsque les contrôleurs demandent l'assistance de la police pour procéder à des constatations, celle-ci effectue le contrôle des identités du personnel et des employeurs présents ainsi que le suivi judiciaire des personnes en infraction, y compris à la LEI.

### **2.3. Rapports**

Un rapport relatif aux constatations doit être rédigé dans les meilleurs délais.

Si aucune infraction pénale n'est relevée, il est transmis à l'OCIRT, via le SGAP.

En l'absence de constatations, seule une inscription au journal des événements **myABI** est effectuée.